



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mode

Appel à projets
2026

Du 3 avril au 11 mai 2026

9^{ème} édition

Le ministère de la Culture

Le ministère de la Culture met en œuvre une politique publique dédiée à la mode, articulée autour des trois axes :

- Patrimoine et ses savoir-faire d'exception,
- Création et émergence de nouveaux talents,
- Responsabilité environnementale et mode durable.

Cet engagement se décline en dispositifs complémentaires : aides à la création, bourses de recherche (patrimoine et création), résidences artistiques, financement de prix et soutien à des événements majeurs.

Lancé en 2018, l'appel à projets Mode constitue le principal dispositif de soutien direct du ministère de la Culture destiné aux marques émergentes et aux entreprises détentrices de savoir-faire de la filière (habillement, accessoires, métiers d'art de la mode). Les lauréats bénéficient d'une subvention de fonctionnement permettant de financer trois leviers de développement : le développement digital, l'acquisition d'équipements et les projets de recherche et développement.

Pour la 9^{ème} année consécutive, le ministère de la Culture réaffirme son engagement auprès des jeunes marques, des entreprises des métiers d'art, des façonniers et des ateliers qui contribuent au rayonnement de la mode française par leur créativité, leur capacité d'innovation, la valorisation du savoir-faire et la production en France.

[Appel à projets sur le site du ministère de la Culture](#)

Pour toute question :

aap-mode.dgca@culture.gouv.fr

Etapes

- 01** **Lisez** attentivement le guide de la démarche pour vérifier si votre candidature est éligible à ce dispositif.
- 02** **Préparez** votre candidature en prenant connaissance du formulaire en ligne (page 5) et en réalisant le dossier de candidature demandé et les pièces à joindre (pages 6-7).
- 03** **Remplissez** le formulaire en ligne en vous connectant sur le site de démarches en ligne du ministère de la Culture.

Déposez le dossier de candidature demandé et dûment complété pour être recevable.
Recevez un mail de confirmation, preuve que votre dossier est bien arrivé dans la boîte mail dédiée au dispositif.

Attention le dépôt du dossier de candidature peut nécessiter une création de compte.
- 04** **Ouverture du dossier** et vérification des informations demandées par les services instructeurs du ministère de la Culture.

Attention tout dossier incomplet sera considéré comme irrecevable.
- 05** **Le jury étudie votre candidature** et les résultats seront annoncés en juin 2026.

Conditions de participation

Les candidats doivent exercer une activité en lien direct avec le secteur de la mode, incluant le textile et les accessoires, en adoptant une démarche responsable où l'innovation s'accompagne de pratiques respectueuses de l'environnement et de la société.

Toute entreprise française

Toute entreprise française exclusivement domiciliée en France et issue du textile, de l'habillement, de la couture, des cuirs et peaux, de la bijouterie, de l'horlogerie, de la maroquinerie et de la chaussure.

Date de lancement commercial

Marque émergente : entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2023.

Entreprise de savoir-faire : avant le 31 décembre 2023.

Chiffres d'affaires

2023 - 2024 et 2025 sont compris entre 25.000 euros et 2 millions d'euros pour chaque année.

Un dossier de candidature

Le contenu doit respecter le plan en pages 6 et 7 de ce guide et être transmis en PDF.

Conditions d'éligibilité

Les dépenses éligibles doivent être nécessaires au développement de la marque/entreprise et contribuer à la mise en œuvre de ses stratégies créative et économique, en cohérence avec son modèle d'activité.

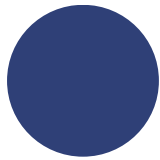
Elles peuvent inclure :

- La production de contenus digitaux (vidéos, photos, offres dématérialisées, site internet, etc.) ;
- L'utilisation d'outils numériques pour la conception et/ou la fabrication ;
- Le développement de services et d'offres durables (réemploi de matières, upcycling, etc.) ;
- Les activités de recherche et développement.

Mais cette aide ne finance pas les dépenses suivantes :

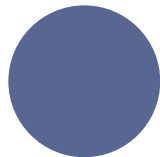
- La production d'une collection ;
- L'achat et la location d'un bureau / atelier de travail ;
- La compensation financière d'une perte de chiffre d'affaires ou d'un déficit.

Les métiers d'art de la mode / Entreprises de savoir-faire



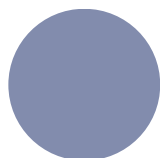
Mode et accessoires

Boutonnier | Chapelier | Corsetier | Couturier | Couturier flou | Éventailiste | Fabricant de parapluies, parasols, ombrelles et cannes | Formier | Lunetier | Modéliste | Modiste | Parurier floral | Plumassier | Tailleur.



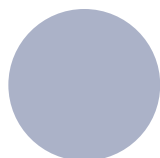
Textile

Brodeur – Brodeur à l'aiguille – Brodeur crochet – Brodeur sur machine guidée main | Dentellier – Dentellier à l'aiguille – Dentellier au fuseau – Tulliste | Ennoblisser textile – Gaufreur sur textile – Moireur – Peintre décorateur sur tissu – Plisseur – Sabreur sur velours – Teinturier | Fabricant d'objets en textile | Fabricant de coiffes | Feutrier | Sérigraphe | Tisserand – Tisserand à bras – veloutier | Tresseur.



Cuir

Bottier main | Fabricant de chaussures | Fourreur | Gainier | Gantier | Gaufreur sur cuir | Malletier – Layetier | Maroquinier – Coupeur | Pareur | Sellier-maroquinier – Sellier-harnacheur | Tanneur | Mégissier – Parcheminier.



Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie

Apprêteur | Argenteur et/ou Doreur sur métal | Batteur d'or | Bijoutier – Bijoutier en métaux précieux – Bijoutier fantaisie | Chaîviste | Ciseleur | Décorateur en résine | Diamantaire | Émailleur sur métal – Émailleur sur cadrans | Fondateur d'étain | Horloger | Glypticien | Graveur – Graveur héraldiste – Graveur médailleur | Guillocheur | Joaillier | Lapidairier | Polisseur | Sertisseur.

Formulaire en ligne

La société

- Dénomination sociale
- Nom commercial
- Date de création
- Adresse du siège social
- Région
- Forme juridique
- SIRET
- Effectif salarié
- Enregistrement (Chambre des métiers, Chambre de commerce et d'industrie, ...)
- Site Internet
- Comptes sur les réseaux sociaux
- La société est-elle affiliée à une fédération professionnelle ou autre, si oui laquelle ?
- La société est-elle accompagnée par un dispositif particulier, si oui lequel et sur quelle durée ?
- La société a-t-elle déjà bénéficié de l'appel à projets Mode du ministère ?
- A-t-elle eu d'autres subventions publiques ? Si oui lesquelles ?
- Comment la société a-t-elle eu connaissance de cet appel à projets ?

Le contact

- Prénom et nom
- Qualité / titre
- Courriel
- Téléphone

L'activité

- Date de lancement commercial
- Spécialité, savoir-faire mobilisés
- % du fabriqué en France
- % du fabriqué en propre dans votre atelier
- % du fabriqué par un prestataire extérieur
- % de vente en France
- % de vente à l'international
- Chiffre d'affaires de 2023
- Chiffre d'affaires de 2024
- Chiffre d'affaires de 2025
- Prévisionnel du chiffre d'affaires 2026

La subvention

- Descriptif du projet en résumé (descriptif détaillé demandé dans le dossier de candidature)

Les pièces à joindre

- Le dossier de candidature (pages 6-7)
- Un visuel jpeg en HD pour la communication (ni logo, ni portrait)
- Le RIB de l'entreprise

Dossier de candidature

Le dossier de candidature devra respecter le plan rédactionnel ci-dessous.

Il est bien sûr vivement recommandé qu'il soit à votre image, illustré, agréable à la lecture.

Le terme "Marque" est également à utiliser au sens de l'entreprise.

Présentation

Prénom et nom du porteur de projet :

Nom de l'entreprise :

Secteur d'activité :

La présentation générale de l'entreprise

- Histoire et dates clés
- Date de création de l'entreprise
- Date de lancement commercial
- Fondateur / Biographie et formation
- Organigramme

Création

- **Identité et concept** : ADN, vision, valeurs fondatrices, univers, singularité de votre proposition et références culturelles
- **Positionnement** : cible principale et concurrence, fourchette de prix de vente
- **R&D** : gestion de cette phase
- **Reconnaissance** : prix, concours et récompenses obtenus
- **Dernière collection ou créations** (visuels et légendes)
- **Collaborations et partenariats** avec d'autres artistes, artisans, créateurs, ...

Communication

- Canaux utilisés et les chiffres
- Si vous avez une communauté, quel rôle joue-t-elle ?

Production

- Nombre de pièces produites par an
- Localisation de la production
- % du fabriqué en France
- % du fabriqué en propre dans votre atelier/usine
- % du fabriqué par des prestataires extérieurs
- Provenance des matières utilisées (labels et certifications)
- Traçabilité de la chaîne d'approvisionnement (du fabricant de la matière principale et jusqu'au site de production)
- Transports utilisés dans la chaîne d'approvisionnement

Distribution

- Type et localisation des points de vente et la part du chiffre d'affaires pour chaque type (boutique, showroom, atelier, corner...)
- E-commerce et la part du chiffre d'affaires
- Transports utilisés pour la distribution

Impact social

- Votre engagement dans la transmission de votre savoir-faire (formation des salariés, apprentis, stagiaires)
- Comment retenez-vous les talents que vous avez embauchés ?

Eco-responsabilité

- Choix des matières utilisées (% non renouvelables, % recyclées)
- Gestion des chutes
- Mise en œuvre de la recyclabilité de vos produits
- Intégration de la notion d'entretien de vos pièces (faciliter les éco-gestes du client)
- Prolongement de la durée d'usage de vos produits
- Emballage de vos produits

Finances

- Bilans comptables et comptes de résultat sur forme de tableau récapitulatif
- Joindre en annexe les trois comptes de résultats et bilans comptables (2023 à 2025) et un prévisionnel 2026

Ambitions de développement

- Les actions que vous mettez en œuvre dès 2026 (économiques, financières, communication et sociales...)

SWOT de l'entreprise

- Forces / Faiblesses
- Opportunités / Menaces

Projet pour la demande de subvention

- Rédigez une description précise du projet à financer avec un chiffrage (devis ou ventilation des dépenses prévues)
- Expliquez l'impact de cette subvention sur votre activité

Lauréats 2026

Jury

La Direction Générale de la Création Artistique (DGCA) réunit le jury au ministère de la Culture afin d'émettre un avis sur l'attribution des subventions.

Composé de professionnels du secteur, de représentants d'organismes spécialisés et de personnalités qualifiées, le jury évalue chaque candidature en fonction de la pertinence du projet au regard des critères d'éligibilité, de la qualité de sa présentation et de la solidité du dossier soumis.

Subvention

Conditions d'attribution de l'aide

Les lauréats de l'appel à projets bénéficient de fonds publics sous forme de subvention de fonctionnement. Le montant sollicité ne peut dépasser 20 000 euros et ne doit pas représenter plus 80 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable. Le projet doit être réalisé ou engagé dans l'année suivant la date d'attribution de la subvention.

Si le dossier est retenu, la décision d'attribution est notifiée au demandeur. La subvention, versée en une seule fois, fait l'objet d'un arrêté d'attribution transmis par la DGCA.

Chaque bénéficiaire doit établir un bilan d'exécution du projet dans l'année suivant l'octroi de la subvention, dans le cadre d'une procédure d'évaluation et de valorisation. En cas de non-réalisation du projet, la subvention doit être remboursée, en tout ou partie, sur présentation des justificatifs comptables aux services compétents du ministère.

Communication

Le lauréat autorise le ministère de la Culture à communiquer selon les modalités et dans les cadres suivants : présentation de l'entreprise et de son projet (accompagnée d'illustrations), ainsi qu'un bilan en fin de projet incluant, le cas échéant, les partenariats noués et les réalisations effectuées.

Une fois sélectionné, le lauréat s'engage à mentionner le soutien du ministère de la Culture dans l'ensemble de ses actions de communication et de promotion, ainsi que lors de la publication des résultats.



Mention unique :

« Ce projet a été soutenu par le ministère de la Culture »

accompagnée du logo du ministère, pendant un an à dater de l'annonce des résultats.

Protection des données

1. Les informations à caractère personnel qui vous sont demandées sont utilisées à des fins de traitement, de suivi et d'instruction de la demande de subvention. Elles peuvent être également utilisées pour mesurer l'impact du dispositif sur le développement des entreprises lauréates.

Les données peuvent être consultées en ligne, extraites et enregistrées sur le matériel ou les serveurs informatiques du ministère de la Culture.

Elles sont ensuite archivées. Elles sont destinées au ministère de la Culture, responsable du traitement des demandes. La base de licéité du traitement est l'exécution d'une mission d'intérêt public. Vous pouvez accéder à vos données personnelles ou retirer votre consentement à tout moment par simple courriel à l'adresse suivante :

aap-mode.dgca@culture.gouv.fr

2. Les informations à caractère personnel seront communiquées, pour ces mêmes finalités, aux services concernés du ministère de la Culture et aux membres du comité consultatif constitué de professionnels de la mode (voir règlement de l'appel à projets).

3. Elles sont conservées pendant un délai de 10 ans à compter de avril 2026.

À l'issue de ce délai, elles seront détruites manuellement ou de façon automatisée.

4. En application de la Règlementation sur la protection des données personnelles (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, d'opposition pour motif légitime et du droit de définir le sort de vos données après votre décès, qui s'exercent auprès du Délégué à la protection des données par courrier électronique à l'adresse suivante : delegue-protection-donnees@culture.gouv.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante :

Délégué à la protection des données – 182, rue Saint-Honoré – 75033 Paris cedex 01, en justifiant de votre identité par tout moyen.

5. Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.